

[Nucléaire : Au bord du gouffre, EDF fait un grand pas en avant](#)



Le Conseil d'Administration d'EDF a finalement donné son approbation au financement et à la construction des deux réacteurs nucléaires EPR à Hinkley Point, Angleterre. L'entreprise française surendettée va devoir récolter plus de 15 milliards € auprès des contribuables français pour débiter ce chantier.

De son côté, le gouvernement du Royaume-Unis a pesé sur le bouton « pause » afin de réévaluer les termes d'un accord qui produirait le kWh le plus cher du marché : 12,5 ct € et qui permettrait à la Chine d'entrer sur son marché et in fine de contrôler une énergie hautement stratégique.

Comment est-il possible que les 60 milliards € de dettes partagées entre EDF et Areva n'incitent pas le gouvernement français à plus de réalisme et de prudence financière, d'autant qu'il faudra, selon la Cour des Comptes, proche de 100 milliards € pour remettre à niveau les centrales françaises et pour trouver une solution aux déchets?

Faut-il aller chercher une explication dans l'histoire d'un peuple qui adule le panache des projets pharaoniques à la hauteur du prestige tricolore comme l'étaient le canal de Panama, le Concorde ou Eurotunnel? Des prouesses technologiques dont le fiasco économiques ont été à la hauteur des investissements.

Où alors cette décision montre l'impossibilité pour le Gouvernement d'abandonner ce projet sous peine de condamner la filière du nucléaire française pourtant débordée sa complexité technologique.

La Chine met une pression virulente sur l'Angleterre

Pendant que les membres du board approuvaient les 24 milliards € d'investissement partagés 2/3 1/3 avec son partenaire chinois, la China General Nuclear Power Corporation (CGN), ils ont été pris à revers par la nouvelle Première Ministre Anglaise Theresa May qui « *se donne le temps de se pencher sur un dossier complexe et délicat* » et retarde la signature de l'accord.

Sa réponse devrait arriver avant l'automne avec en arrière fond des questions cruciales: est-il raisonnable de laisser des capitaux chinois financer un projet aussi stratégique qu'une centrale nucléaire, EDF a-t-elle les capacités techniques de réaliser ce projet et faut-il renégocier les tarifs excessifs promis par David Cameron ?

Le chef du cabinet de la Première ministre, Nick Timothy, a exprimé de profondes réticences, jugeant "incompréhensible" que le Royaume-Uni accepte des investissements chinois dans son réseau d'électricité compte-tenu des risques en matière de sécurité industrielle.

De son côté, Pékin a déjà montré ses muscles en mettant une pression virulente sur la Première Ministre afin d'accepter l'invasion chinoise. L'accord propose aux Chinois d'investir 6,5 milliards € avec l'option de construire des centrales nucléaires 100% made in China sur le sol anglais.

Cette pression insupportable confirme les craintes que la Chine n'hésitera pas à s'ingérer dans les décisions du Gouvernement Anglais grâce à l'arme énergétique.

Ce comportement est un signal d'alarme fort, non seulement pour la Grande-Bretagne, mais pour tous les autres pays en passe de vendre leurs actifs énergétiques au pays du milieu.

Une énergie trop chère

La question fondamentale pour l'Angleterre est de savoir si le pays est prêt à payer 12,5 centimes € le kWh pendant 35 ans, alors que le coût marginal de l'énergie renouvelable est de zéro ?

Cet accord, négocié par le gouvernement Cameron avant la chute des prix de l'électricité et de l'arrivée massive du renouvelable, inquiète l'industrie et les consommateurs anglais qui seraient financièrement pénalisés.

L'Angleterre est l'un des seuls pays membre de l'Europe à avoir totalement privatisé son marché électrique et se trouve déjà dans une position plus qu'inconfortable à la merci d'EDF, E-On ou d'autres géants étrangers qui maîtrisent l'électricité dans l'île.

France: La puissante Ecole des Mines

Pour la France, le choix du nucléaire est autant stratégique que philosophique.

Le puissant lobby de l'Ecole des Mines a érigé le secteur nucléaire au rang de Religion. Après des années de matraquages médiatiques et publicitaires, le peuple français a fini par plier et reste amorphe face aux dérives du secteur.

A ce jeu-là, aucun politique n'ose s'y affronter sous peine d'être immédiatement disqualifié. L'arrêt d'une centrale s'identifie trop à la fermeture d'une usine et à son cortège de chômage même si l'activation de l'énergie verte créerait bien plus d'emplois.

Sans courage politique et sans vision, le Gouvernement n'a qu'une seule option : la fuite en avant.

Un Employé du nucléaire a plus de poids qu'un employé de l'industrie

Alors qu'EDF et Areva sont en faillite, c'est l'Etat français qui va devoir ratisser dans ses actifs pour redresser la barre. Il a déjà annoncé qu'il allait vendre ses actions dans Peugeot/PSA et ses grands fleurons de l'industrie française, pour payer l'ardoise. L'employé nucléaire semble avoir plus d'importance que le salarié de l'automobile.

Une autre option serait d'ajuster les tarifs de l'électricité sur les coûts réels de production, mais là encore, aucun homme politique ne semble avoir le courage d'affronter la révolte assurée, même si in fine c'est le contribuable qui passe à la caisse. En réalité, la France peut se targuer de produire l'électricité parmi la plus chère d'Europe.

Nul ne sait si les EPR fonctionnent

A contre-pied de ses concurrents, Areva a conçu un réacteur surpuissant capable de produire le double d'une centrale conventionnelle. Aujourd'hui, l'agilité des petites installations sont préférées surtout que la pénurie d'uranium menace et que les énergies renouvelables, le gaz ou le pétrole sont financièrement bien plus avantageux.

Le plus surréaliste dans cette histoire, c'est que l'EPR n'a encore jamais été testé alors que les chantiers de Finlande et de Flamanville, France restent enlisés.

Les deux premiers réacteurs pourraient être démarrés en Chine, à Taishan. Le premier réacteur a été construit par Areva et le deuxième par les chinois avec tout le sérieux du « *made in China*

». A ce jour, aucun test avec du combustible nucléaire n'a été réalisé. Personne ne sait si ce système fonctionne et encore moins à quels coûts !

Au bord du gouffre, EDF fait un grand pas en avant: pour le meilleur ou pour le pire?

{rokcomments}